

PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction Départementale des Territoires

ARRÊTE

Service Environnement, Eau et Forêt
Bureau de la Coordination et des Procédures
Réf: FQR

complémentaire encadrant le fonctionnement de l'unité d'incinération et du centre de tri de déchets non dangereux exploitée par la société ECONOTRE, zone d'activité des Turques, route de Montauban à BESSIERES

N° 64

Le Préfet de la Région Midi-Pyrénées
Préfet de la Haute-Garonne
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'environnement;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code du travail ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2010 modifiant l'arrêté du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 avril 2005 autorisant la société ECONOTRE à exploiter à BESSIERES, zone d'activité des Turques, un centre de tri-conditionnement d'emballages en vue de leur valorisation-matière (recyclage, réemploi), une unité d'incinération de déchets ménagers et assimilés ne faisant pas l'objet d'une valorisation-matière, une plate-forme de traitement des mâchefers liés au fonctionnement de l'unité de valorisation énergétique;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 janvier 2007 autorisant la société ECONOTRE à porter la capacité annuelle de son centre de tri de son site de BESSIERES à 30 000 tonnes par an;

Vu le récépissé de déclaration du 18 octobre 2007 délivré à la société ECONOTRE concernant la modification du stockage de gaz combustibles liquéfiés de son site de BESSIERES;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 février 2009 autorisant la société ECONOTRE à exploiter à BESSIERES, quatre sources radioactives scellées;

Vu le courrier de la société ECONOTRE du 7 avril 2011 sur la mise à jour du classement des installations classées du site relevant du secteur des déchets;

Vu le rapport et l'avis de l'inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement en date du 7 juin 2012 sur cette mise à jour;

Vu l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques dans sa séance du 5 juillet 2012;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant, notamment de surveillance des rejets atmosphériques sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations;

Attendu que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance de la société ECONOTRE le 24 juillet 2012;

Vu les observations en date du 2 août 2012 émises par la société ECONOTRE ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Haute-Garonne,

ARRÊTE

TITRE 1 CONDITIONS GENERALES D'EXPLOITATION

CHAPITRE 1.1 BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1.1 EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La Société ECONOTRE est autorisée sous réserve du respect des prescriptions des actes antérieurs notamment celles de l'arrêté préfectoral du 29 avril 2005 modifiées et complétées par celles du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de BESSIERES, zone d'activité des Turques, un centre de tri-conditionnement d'emballages en vue de leur valorisation-matière (recyclage, réemploi), une unité d'incinération de déchets ménagers et assimilés ne faisant pas l'objet d'une valorisation-matière, une plate-forme de traitement des mâchefers liés au fonctionnement de l'unité d'incinération. Les installations exploitées sur le site sont détaillées dans les articles suivants.

ARTICLE 1.1.2 MODIFICATIONS ET COMPLEMENTS APPORTES AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTERIEURS

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions) Références des articles correspondants du présent arrêté
Arrêté préfectoral du 31 janvier 2007	Tableau de l'article 1	Suppression – remplacé par l'article 1.2.1
Arrêté préfectoral du 29 avril 2005	Chapitre 1.1	Complété par le chapitre 1.3
Arrêté préfectoral du 29 avril 2005	Article 2.2.1.1	Suppression – remplacé par l'article 2.1.1.1
Arrêté préfectoral du 29 avril 2005	Article 3.1.1 Article 3.2.5	Suppression – remplacé par l'article 3.1.1 Suppression – remplacé par l'article 3.1.4
Arrêté préfectoral du 29 avril 2005	Article 4.3.1 Article 4.4.3 Article 4.5.1	Suppression – remplacé par l'article 4.1.1 Suppression – remplacé par l'article 4.1.2 Suppression – remplacé par l'article 4.1.3
Arrêté préfectoral du 29 avril 2005	Article 5.2.2	Suppression – remplacé par l'article 5.1.1
Arrêté préfectoral du 29 avril 2005	Article 9.1.1 Article 9.2.1.1 Article 9.4.1 Article 9.4.3	Suppression – remplacé par l'article 6.1.1 Suppression – remplacé par l'article 6.1.2.1 Modification – modifié par l'article 6.1.3 Suppression – remplacé par l'article 6.1.4
Arrêté préfectoral du 29 avril 2005	Chapitre 8.3 Chapitre 8.4	Suppression Suppression
Arrêté préfectoral du 29 avril 2005	Titre 10	Suppression
Arrêté préfectoral du 29 avril 2005	Annexe I	Suppression – remplacée par l'annexe I
Arrêté préfectoral du 29 avril 2005	Annexe II	Modification – complétée par l'annexe II

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1 LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNEES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES

N° de la nomenclature	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime
2771	<p>Installation de traitement thermique de déchets non dangereux.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Incinération des ordures ménagères et autres résidus urbains • Incinération de déchets industriels non dangereux • Installations de broyage et de déferrailage des mâchefers produits par les 2 fours d'incinération d'ECONOTRE 	<p>Capacité annuelle totale : 170.000 t/an*,</p> <p>Four n°1 :</p> <p>Capacité nominale = 11,4 t/h PCI moyen = 9628 kJ/kg, soit 2300 kcal/kg Puissance thermique nominale Pth = 30,5 MW</p> <p>Four n°2 :</p> <p>Capacité nominale = 11,4 t/h PCI moyen = 9628 kJ/kg, soit 2300 kcal/kg Puissance thermique nominale Pth = 30,5 MW</p> <p>Total :</p> <p>Puissance thermique nominale : 61 MW Capacité horaire : 22,8 t/h</p> <ul style="list-style-type: none"> • traitement des mâchefers <ul style="list-style-type: none"> - Installation de broyage des mâchefers : puissance = 300 kW - Déferrailage des mâchefers : surface de stockage des métaux = 50 m² soit 200 tonnes maximum - Centre de traitement et parc de maturation de mâchefer liés au fonctionnement de l'unité d'incinération : surface = 4700 m², capacité de stockage maximal = 22 000 t/an 	A
1412-2b	<p>Gaz inflammables liquéfiés (stockage en réservoirs manufacturés de), à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature :</p> <p>Les gaz sont maintenus liquéfiés à une température telle que la pression absolue de vapeur correspondante n'excède pas 1,5 bar (stockages réfrigérés ou cryogéniques) ou sous pression quelle que soit la température.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 6 t, mais inférieure à 50 t</p>	<p>Citerne de gaz d'alimentation des brûleurs d'appoint des fours d'incinération :</p> <p>31 tonnes de propane stocké dans une cuve de 70 m³</p>	D

N° de la nomenclature	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime
1715-2	Substances radioactives (préparation, fabrication, transformation, conditionnement, utilisation, dépôt, entreposage ou stockage de) sous forme de sources radioactives, scellées ou non scellées à l'exclusion des installations mentionnées à la rubrique 1735, des installations nucléaires de base mentionnées à l'article 28 de la loi n° 2006-686 du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire et des installations nucléaires de base secrètes telles que définies par l'article 6 du décret n° 2001-592 du 5 juillet 2001 . La valeur de Q est égale ou supérieure à 1 et strictement inférieure à 10^4	4 sources radioactives scellées de carbone 14 pour une activité totale de 15 MBq, soit un Q égal à 1.5.	D
2714- 1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1000 m ³ <ul style="list-style-type: none"> Centre de tri de déchets industriels et commerciaux banals et encombrants et de produits issus de collecte sélective auprès des ménages 	Chaîne de tri de 30000 t/an** <ul style="list-style-type: none"> Plastiques triés sur le centre de tri-conditionnement : stockage maximal des déchets en attente de conditionnement : volume de stockage = 300 m³, soit 6 tonnes stockage maximal des déchets triés : volume de stockage = 180 m³, soit 165 tonnes Papier cartons, Tétrabrik triés sur le centre de tri-conditionnement stockage maximal des déchets en attente de conditionnement : volume de stockage = 600 m³, soit 125 tonnes stockage maximal des déchets triés : volume de stockage = 865 m³, soit 375 tonnes 	A
2716-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inerte à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant <ul style="list-style-type: none"> Station de tri/transit de déchets industriels non dangereux Station de transit des ordures ménagères et autres résidus urbains. 	<ul style="list-style-type: none"> Chaîne de tri de 30000 t/an**, dont 5000 t/an maximum de déchets d'emballages dont les détenteurs ne sont pas les ménages plateforme d'encombrants volume maximal de déchets non triés présent sur le site : 3 400 m³ Évacuation des ordures ménagères et des DIB lors des périodes d'arrêt volume du transit : 7650 m³ 	A

N° de la nomenclature	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime
2713-2	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. La surface étant supérieure ou égale à 100 m ² mais inférieure à 1000 m ² • Stockage et activité de récupération de déchets de métaux et alliages	Métaux triés sur le centre de tri- conditionnement : surface de stockage des métaux = 100 m ² soit 50 tonnes de balles d'aluminium triées maximum et 5 tonnes d'aluminium triées en vrac en attente de conditionnement et 75 tonnes de cubes ferrailles triées maximum et 1 tonne de ferrailles en vrac en attente de conditionnement	D
2925	Atelier de charge d'accumulateurs	<ul style="list-style-type: none"> • 8 chargeurs de batterie : 4 kVA au total • 1 onduleur (local TGBT) : 100 kVA • 25 onduleurs pour micro-ordinateurs : 0,8 kVA chacun Puissance absorbée totale = 124 kVA, soit 100 kW	D
1435-3	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Le volume annuel de carburant (liquides inflammables visés à la rubrique 1430 de la catégorie de référence (coefficient 1)) distribué étant inférieur à 100 m ³ mais inférieur ou égal à 3 500 m ³ :	Installation de remplissage des réservoirs des engins et des engins d'exploitation fonctionnant au fioul : volume annuel équivalent distribué = 15 m ³	NC
2564-3	Nettoyage, dégraissage, décapage de surface par procédés utilisant des liquides organohalogénés ou solvants organiques	Fontaine à solvant (sans solvant à phrase de risque R 45, R 46, R 49, R 60, R 61 ou halogéné étiqueté R 40 utilisés dans une machine non fermée) de dégraissage de pièces métalliques de 120 litres	NC
2920	Installations de réfrigération ou de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieure à 10 ⁵ Pa, ne comprimant pas des fluides inflammables ni toxiques	Utilisation de compresseurs d'air et de groupes de réfrigération	NC

* l'unité n'incinère que des déchets non dangereux.

** la capacité de 30 000 tonnes par an est commune aux activités liées aux rubriques 2713, 2714 et 2716

A (autorisation), D (déclaration), NC (non classé).

CHAPITRE 1.3 ARRETES, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES

Le tableau du chapitre 1.1 des prescriptions techniques associées à l'arrêté préfectoral du 29 avril 2005 est complété par les lignes suivantes :

Dates	Textes
18/11/11	Arrêté du 18/11/11 relatif au recyclage en technique routière des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux
13/10/10	Arrêté du 13/10/10 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2713
04/10/10	Arrêté ministériel relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
03/08/10	Arrêté du 03/08/10 modifiant l'arrêté du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux
07/07/09	Arrêté du 07/07/09 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence
31/01/08	Arrêté relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes des installations classées soumises à autorisation
07/05/07	Arrêté du 7 mai 2007 relatif au contrôle d'étanchéité des éléments assurant le confinement des fluides frigorigènes utilisés dans les équipements frigorifiques et climatique
07/05/07	Décret n° 2007-737 du 07/05/07 relatif à certains fluides frigorigènes utilisés dans les équipements frigorifiques et climatiques
12/09/06	Circulaire du 12/09/06 relative aux Installations classées – Appareils de mesure en continu utilisés pour la surveillance des émissions atmosphériques
29/09/05	Arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation
23/08/05	Arrêté du 23/08/05 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1412 de la nomenclature des installations classées
29/07/05	Arrêté du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux
07/07/05	Arrêté du 7 juillet 2005 fixant le contenu des registres mentionnés à l'article 2 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets et concernant les déchets dangereux et les déchets autres que dangereux ou radioactifs
30/05/05	Décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets

TITRE 2 - GESTION DE L'ETABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1 GESTION DE L'UNITE DE VALORISATION ENERGETIQUE

ARTICLE 2.1.1 DECHETS ADMIS ET INTERDITS DANS L'UNITE DE VALORISATION ENERGETIQUE

Article 2.1.1.1. Déchets admissibles sur l'unité d'incinération

Les prescriptions de cet article remplacent celles de l'article 2.2.1.1 associées à l'arrêté préfectoral du 29 avril 2005.

Seuls peuvent être acceptés, dans le respect de la zone de chalandise :

- les déchets ménagers,
- les déchets en provenance des activités commerciales et industrielles de nature comparable à celle des déchets ménagers (DIB), par exemple bois, papiers, cartons, plastiques, boues, non souillées de substances comburantes, explosibles, inflammables, toxiques et très toxiques,
- les encombrants caractérisés comme déchets non dangereux,
- les refus de tri.

La quantité maximale de déchets traités est de 170 000 t/an.

TITRE 3 PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 3.1.1 DISPOSITIONS GENERALES

Les prescriptions de cet article remplacent celles de l'article 3.1.1 associées à l'arrêté préfectoral du 29 avril 2005.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère. Les installations doivent être conçues afin de permettre un niveau d'incinération aussi complet que possible tout en limitant les émissions dans l'environnement

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

ARTICLE 3.1.2 INDISPONIBILITE DES DISPOSITIFS DE TRAITEMENT

Après l'article 3.1.4 des prescriptions techniques associées à l'arrêté préfectoral du 29 avril 2005, il est ajouté un article 3.1.5 « indisponibilité des dispositifs de traitement » ainsi rédigé :

La durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des installations d'incinération ou de traitement des effluents atmosphériques, pendant laquelle les mesures en continu prévues aux articles 9.2.1, 9.2.2 de l'arrêté du 29 avril 2005 et 6.1.2 du présent arrêté, montrent qu'une valeur limite de rejet à l'atmosphère est dépassée, ne peut excéder quatre heures sans interruption. La durée cumulée de fonctionnement sur une année dans de telles conditions doit être inférieure à soixante heures. Toutefois, les dispositions du dernier alinéa de l'article 3.1.5 doivent être respectées.

ARTICLE 3.1.3 INDISPONIBILITE DES DISPOSITIFS DE MESURE

Après l'article 3.1.5 des prescriptions techniques associées à l'arrêté préfectoral du 29 avril 2005, il est ajouté un article 3.1.6 « indisponibilité des dispositifs de mesure » ainsi rédigé :

a) Dispositifs de mesure en semi-continu.

La durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques de chaque dispositif de prélèvement en semi-continu des effluents atmosphériques, ne peut excéder 15% du temps de fonctionnement effectif de la ligne correspondante sur une année.

b) Dispositifs de mesure en continu.

La durée cumulée de fonctionnement sur une année des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des dispositifs de mesure en continu doit être inférieure à soixante heures. Toute indisponibilité d'un tel dispositif ne peut excéder dix heures sans interruption.

ARTICLE 3.1.4 VALEURS LIMITES DANS LES REJETS ATMOSPHERIQUES

Les prescriptions de cet article remplacent celles de l'article 3.2.4 associées à l'arrêté préfectoral du 29 avril 2005.

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites en concentration définies à l'annexe I, les résultats des mesures étant :

- rapportés à des conditions normalisées de température (273 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- corrigés à une teneur en oxygène de 11 % selon la formule pour le calcul de la concentration d'émission au pourcentage standard de la concentration d'oxygène indiquée en annexe V de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 susvisé.

ARTICLE 3.1.5 CONDITIONS DE RESPECT DES VALEURS LIMITES DE REJET DANS L'AIR

Les prescriptions de cet article remplacent celles de l'article 3.2.5 associées à l'arrêté préfectoral du 29 avril 2005.

Les valeurs limites d'émission dans l'air sont respectées si :

- aucune des moyennes journalières mesurées ne dépasse les limites d'émission fixées à l'annexe I pour le monoxyde de carbone et pour les poussières totales, les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT), le chlorure d'hydrogène, le fluorure d'hydrogène, le dioxyde de soufre et les oxydes d'azote ;
- aucune des moyennes sur une demi-heure mesurées pour les poussières totales, les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total, le chlorure d'hydrogène, le fluorure d'hydrogène, le dioxyde de soufre et les oxydes d'azote ne dépasse les valeurs limites fixées à l'annexe I ;
- aucune des moyennes mesurées sur la période d'échantillonnage prévue pour le cadmium et ses composés, ainsi que le thallium et ses composés, le mercure et ses composés, le total des autres métaux (Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V), les dioxines et furannes, ne dépasse les valeurs limites fixées à l'annexe I ;
- 95 % de toutes les moyennes mesurées sur dix minutes pour le monoxyde de carbone sont inférieures à 150 mg/m³ ; ou aucune mesure correspondant à des valeurs moyennes calculées sur une demi-heure au cours d'une période de vingt-quatre heures ne dépasse 100 mg/m³.

Les moyennes déterminées hors des périodes effectives de fonctionnement ne sont pas prises en compte pour juger du respect des valeurs limites.

Par périodes effectives de fonctionnement on entend toutes périodes à l'exception des phases de démarrage et d'extinction, lorsque aucun déchet n'est incinéré et des phases d'arrêt d'urgence consécutives à un incident.

Les moyennes sur une demi-heure et les moyennes sur dix minutes sont déterminées pendant la période de fonctionnement effectif à partir des valeurs mesurées après soustraction de l'intervalle de confiance à 95 % sur chacune de ces mesures.

Cet intervalle de confiance ne doit pas dépasser les pourcentages suivants des valeurs limites d'émissions définies ci-dessus :

Paramètres	Intervalle de confiance maximal en %
Monoxyde de carbone	10 %
Dioxyde de soufre	20 %
Dioxyde d'azote	20 %
Poussières totales	30 %
Carbone organique total	30 %
Chlorure d'hydrogène	40 %
Fluorure d'hydrogène	40 %

Les moyennes journalières sont calculées à partir de ces moyennes validées.

Pour qu'une moyenne journalière soit valide, il faut que, pour une même journée, pas plus de cinq moyennes sur une demi-heure n'aient dû être écartées pour cause de mauvais fonctionnement ou d'entretien du système de mesure en continu. Dix moyennes journalières par an peuvent être écartées au maximum.

Les résultats des mesures réalisées pour vérifier le respect des valeurs limites d'émission sont définies ci-dessus.

La teneur en poussières des rejets atmosphériques ne doit en aucun cas dépasser 150 mg/Nm^3 , exprimée en moyenne sur une demi-heure. En outre, les valeurs limites d'émission fixées pour le monoxyde de carbone et pour les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur, exprimées en carbone organique total, ne doivent pas être dépassées. Les conditions relatives au niveau d'incinération à atteindre doivent être respectées (chapitre 2.2.3 de l'arrêté préfectoral du 29 avril 2005).

TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 4.1 POINTS DE REJET

ARTICLE 4.1.1 CARACTERISTIQUES DES POINTS DE REJETS

Les prescriptions de cet article remplacent celles de l'article 4.3.1 associées à l'arrêté préfectoral du 29 avril 2005.

Les points de rejet dans le milieu aquatique naturel des effluents aqueux traités et des eaux de ruissellement non polluées doivent être différents et en nombre aussi réduit que possible. Le nombre de points de rejet est limité à :

Points de rejet et leur localisation	Effluents	Débits maximum journaliers
Point n°1 – La rivière Tarn, au droit de la station de pompage, via l'exutoire du réseau d'eaux usées communal	Effluents industriels : <ul style="list-style-type: none">eaux issues de l'installation du lavage des fumées ;eaux issues de l'installation du rinçage des résines de la chaîne de déminéralisation.	264 m ³ /j en sortie d'usine (ensemble des effluents industriels), dont : 180 m ³ /j en sortie de la station de traitement des eaux de lavage des fumées
Point n°2 – Lac, partie ouest du site	Eaux pluviales de toitures non susceptibles d'être polluées	fonction de la pluviométrie
Point n°3 – La rivière Tarn, au droit de la station de pompage de l'eau industrielle	<ul style="list-style-type: none">Eaux pluviales des voiries;eaux des purges chaudières et turbines.	fonction de la pluviométrie
Point n°4 - Réseau d'eaux usées communal, STEP de la ZA des Turquès	Eaux sanitaires, eaux de lavage des sols	

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

L'épandage des effluents aqueux issus des installations de traitement de déchets est interdit.

CHAPITRE 4.2 - INSTALLATIONS DE TRAITEMENT DES EFFLUENTS

ARTICLE 4.2.1 MODE DE TRAITEMENT DES EFFLUENTS

Les prescriptions de cet article remplacent celles de l'article 4.4.3 associées à l'arrêté préfectoral du 29 avril 2005.

Les effluents industriels sont traités de la manière suivante :

EFFLUENT	TRAITEMENT	REJET
Eaux de lavage des fumées	Station de traitement physico-chimique	Point n°1 – la rivière Tarn, au droit de la station de pompage, via l'exutoire du réseau d'eaux usées communal
Eaux issues de l'installation du rinçage des résines de la chaîne de déminéralisation, Eaux des des purges chaudières et turbines.	Réutilisation dans la station de lavage des fumées	Aucun rejet direct

Excédent d'eau de l'extracteur à mâchefers Eaux pluviales issues de la plateforme mâchefers et de voiries de la zone du traitement des fumées et des mâchefers Surplus des eaux des purges chaudières et turbines.	Stockage dans le bassin de 900 m ³ Réutilisation comme eaux de refroidissement des mâchefers en sortie fours et d'humidification des mâchefers pendant leur maturation Décanteur-déshuileur	Pas de rejet en fonctionnement normal Rejet exceptionnel possible : - au point n°3, après contrôle qualité - au point n°4, après contrôle qualité - au point n°1, après traitement physico-chimique
Eaux pluviales des autres voiries au site	Décanteur-déshuileur	Point n°3 – la rivière Tarn, au droit de la station de pompage de l'eau industrielle
Eaux pluviales de toitures, non susceptibles d'être polluées	-	Point n°2 – Lac, partie ouest du site
Eaux de lavage du sol	-	Point n°4 - Réseau d'eaux usées communal, STEP de la ZA des Turquès

Tout rejet des effluents industriels dans le réseau d'assainissement de la ville est interdit, sauf si une convention préalable est passée avec le gestionnaire du réseau en application des de l'article 24 de l'arrêté du 20 septembre 2002 susvisé.

ARTICLE 4.2.2 INDISPONIBILITE DES DISPOSITIFS DE TRAITEMENT

Après le chapitre 4.4.5 des prescriptions techniques associées à l'arrêté préfectoral du 29 avril 2005, il est ajouté un chapitre 4.4.6 « indisponibilité des dispositifs de mesure » ainsi rédigé :

La durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des installations d'incinération ou de traitement des effluents aqueux, pendant laquelle les mesures en continu prévues à l'article 9.2.2 des prescriptions techniques associées à l'arrêté préfectoral du 29 avril 2005, montrent qu'une valeur limite de rejet aqueux est dépassée, ne peut excéder quatre heures sans interruption. La durée cumulée de fonctionnement sur une année dans de telles conditions doit être inférieure à soixante heures.

CHAPITRE 4.3 VALEURS LIMITES DE REJET DANS L'EAU

ARTICLE 4.3.1 VALEURS LIMITES DE REJET

Les prescriptions de cet article remplacent celles de l'article 4.5.1 associées à l'arrêté préfectoral du 29 avril 2005.

Les effluents aqueux issus des installations respectent les valeurs limites de rejet en concentration et en flux fixées à l'annexe II de l'arrêté préfectoral du 29 avril 2005. A cette fin, ils font l'objet d'un traitement adapté. Les effluents concernés sont notamment ceux décrits à l'article 4.2.1 et en particulier les effluents industriels (eaux issues de l'installation du lavage des fumées, eaux issues de l'installation du rinçage des résines de la chaîne de déminéralisation, eaux des purges chaudières et turbines), et l'eau du bassin de 900 m³.

Les valeurs limites de rejet sont applicables aux points de rejet 1 et 3 définis à l'article 4.1.1.

Ces dispositions ne concernent ni les eaux de ruissellement dénommées « eaux pluviales de toiture » et « eaux pluviales des autres voiries du site », ni les eaux usées domestiques, ni les eaux rejetées au réseau d'assainissement.

CHAPITRE 4.4 INDISPONIBILITE DES DISPOSITIFS DE MESURE

Après le chapitre 4.6 des prescriptions techniques associées à l'arrêté préfectoral du 29 avril 2005, il est ajouté un chapitre 4.7 « indisponibilité des dispositifs de mesure » ainsi rédigé :

La durée cumulée de fonctionnement sur une année des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des dispositifs de mesure en continu doit être inférieure à soixante heures. Tout indisponibilité d'un tel dispositif ne peut excéder dix heures sans interruption.

Cette disposition ne s'applique pas au COT lorsqu'en raison de la présence de chlorures, la mesure en continu est réalisée à fréquence journalière, sur échantillonnage ponctuel.

TITRE 5 DECHETS PRODUITS PAR LE SITE

ARTICLE 5.1.1 VALORISATION DES MACHEFERS

Les prescriptions de cet article remplacent celles de l'article 5.2.2 associées à l'arrêté préfectoral du 29 avril 2005.

Les mâchefers peuvent faire dans certains cas l'objet d'une valorisation en travaux routiers ou assimilés à condition de respecter les critères définis dans l'arrêté ministériel du 18/11/11 relatif au recyclage en technique routière des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux.

Cette valorisation est conditionnée par une bonne connaissance des caractéristiques des mâchefers produits et par une vérification périodique de celles-ci (composition, imbrûlés, lixiviation...), dans les conditions définies dans l'arrêté ministériel du 18/11/11 précité.

Si les mâchefers ne peuvent être valorisés, dans les conditions définies ci-dessus, ils doivent être éliminés dans des installations autorisées à recevoir ce type de déchets au titre du code de l'environnement et notamment son livre V Titre I.

ARTICLE 5.1.2 ECHEANCES

Après l'article 5.2.2 des prescriptions techniques associées à l'arrêté préfectoral du 29 avril 2005, il est ajouté un article 5.2.2-1 « échéances » ainsi rédigé :

Les dispositions relatives à l'article 5.1.1 ci-dessus ne sont applicables qu'à partir du 1er juillet 2012.

TITRE 6 SURVEILLANCE DES EMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

CHAPITRE 6.1 PROGRAMME DE SURVEILLANCE

ARTICLE 6.1.1 PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

Les prescriptions de cet article remplacent celles de l'article 9.1.1 associées à l'arrêté préfectoral du 29 avril 2005.

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto-surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les mesures destinées à déterminer les concentrations de substances polluantes dans l'air et dans l'eau doivent être effectuées de manière représentative et, pour les polluants atmosphériques, conformément aux dispositions en vigueur portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère.

L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furannes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur.

Les articles suivants définissent le contenu minimum du programme d'auto-surveillance en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquences pour les différentes émissions, pour la surveillance des effets sur l'environnement et des déchets, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto-surveillance.

L'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu ou semi-continu des polluants atmosphériques ou aqueux sont soumis à un contrôle et un essai annuel de vérification par un organisme compétent. Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent. Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence, au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181, à compter de sa publication dans le recueil des normes AFNOR.

ARTICLE 6.1.2 SURVEILLANCE DES EMISSIONS ATMOSPHERIQUES

Article 6.1.2.1. Surveillance des rejets atmosphériques

Les prescriptions de cet article remplacent celles de l'article 9.2.1.1 associées à l'arrêté préfectoral du 29 avril 2005.

Les modalités de surveillance des rejets atmosphériques de chaque ligne d'incinération sont définies à l'annexe I du présent arrêté.

Les rapports d'analyses et de mesures des températures prévues à l'article 2.2.3.2 des prescriptions relatives à l'arrêté préfectoral du 29 avril 2005 sont transmis mensuellement à l'inspection des installations classées en comparant les résultats obtenus aux valeurs limites fixées à l'annexe I. Les écarts font l'objet de commentaires, et des propositions pour rectifier d'éventuels écarts sont décrites, ainsi que les délais nécessaires pour leur mise en œuvre le cas échéant.

ARTICLE 6.1.3 DECLARATION ANNUELLE DES EMISSIONS POLLUANTES

Les prescriptions de cet article remplacent celles du deuxième alinéa de l'article 9.4.1 associées à l'arrêté préfectoral du 29 avril 2005 .

En application de l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets, mentionné supra et en cas de dépassement d'un ou de seuils listés dans les annexes de cet arrêté, l'exploitant déclare chaque année, selon les modalités précisées et avant le 1er avril, les informations prévues à l'article 4 de cet arrêté.

ARTICLE 6.1.4 RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITE

Les prescriptions de cet article remplacent celles de l'article 9.4.3 associées à l'arrêté préfectoral du 29 avril 2005.

Une fois par an, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport d'activité, comportant une synthèse des informations dont la communication est prévue à l'article 1.2.2 (incidents et accidents) et au chapitre 9 (surveillance) des prescriptions techniques annexées à l'arrêté du 29 avril 2005 ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur la tenue de l'installation dans l'année écoulée et les demandes éventuelles exprimées auprès de l'exploitant par le public. Le rapport précise également, pour les installations d'incinération, le taux de valorisation annuel de l'énergie récupérée et présente le bilan énergétique global prenant en compte le flux de déchets entrant, l'énergie sortie chaudière et l'énergie valorisée sous forme thermique ou électrique et effectivement consommée ou cédée à un tiers.

L'exploitant calcule une fois par an, sur la base de la moyenne annuelle des valeurs mesurées et du tonnage admis dans l'année :

- les flux moyens annuels de substances faisant l'objet de limite de rejet par tonne de déchets incinérés ;
- les flux moyens annuels produits de déchets, issus de l'incinération énumérés à l'article 5.1.9 de l'arrêté du 29 avril 2005, par tonne de déchets incinérés ;

Il communique ces calculs à l'inspection des installations classées et en suit l'évolution.

Article 6.1.4.1 Évaluation du pouvoir calorifique inférieur des déchets incinérés

Chaque année, l'exploitant réalise une évaluation du pouvoir calorifique inférieur des déchets incinérés et en transmet les résultats à l'inspection des installations classées.

Article 6.1.4.2 Performance énergétique de l'installation

L'exploitant évalue chaque année la performance énergétique de l'installation et les résultats de cette évaluation sont reportés dans le rapport annuel d'activité mentionné à l'article 6.1.4.

La performance énergétique d'une installation d'incinération est calculée selon les indications de l'annexe VI de l'arrêté du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux.

L'opération de traitement des déchets par incinération peut être qualifiée d'opération de valorisation si toutes les conditions suivantes sont respectées :

- la performance énergétique de l'installation est supérieure ou égale à 0,60 ;
- l'exploitant évalue chaque année la performance énergétique de l'installation et les résultats de cette évaluation sont reportés dans le rapport annuel d'activité mentionné à l'article 6.1.4 ;
- l'exploitant met en place les moyens de mesures nécessaires à la détermination de chaque paramètre pris en compte pour l'évaluation de la performance énergétique (y compris la mesure de l'énergie produite utilisée sur l'installation ou vendue à des tiers). Ces moyens de mesure font l'objet d'un programme de maintenance et d'étalonnage défini sous la responsabilité de l'exploitant. La périodicité de vérification d'un même moyen de mesure est annuelle. L'exploitant doit tenir à disposition de l'inspection des installations classées les résultats du programme de maintenance et d'étalonnage.

Si les conditions définies ci-dessus ne sont pas respectées, l'opération de traitement des déchets par incinération est qualifiée d'opération d'élimination.

ARTICLE 6.1.5 ÉCHEANCES

Les dispositions relatives à la mesure en semi-continu des dioxines/furannes ne sont applicables qu'à partir du 1er juillet 2014.

TITRE 7 CONDITIONS PARTICULIERES APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ETABLISSEMENT

CHAPITRE 7.1 ATELIER DE CHARGE D'ACCUMULATEURS

Après le chapitre 8.2 des prescriptions techniques associées à l'arrêté préfectoral du 29 avril 2005, il est ajouté un nouveau chapitre 8.3 « atelier de charge d'accumulateurs » ainsi rédigé :

Les dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur (du 29/05/00 à la date du présent arrêté) relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement s'appliquent aux installations soumises à cette activité sur le site.

TITRE 8 – PUBLICITE, SANCTIONS ET EXECUTION

ARTICLE 8.1: Un extrait du présent arrêté, énumérant les prescriptions susvisées auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de la société ECONOTRE.

Une copie du présent arrêté demeurera déposée à la mairie de BESSIERES ainsi que dans les mairies de LAYRAC SUR TARN, LA MAGDELEINE SUR TARN, MIREPOIX SUR TARN, MONTJOIRE, PAULHAC et ROQUEMAURE (Tarn) pour y être consultée par tout intéressé.

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, le présent arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter sur place, le texte des prescriptions. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

Un avis sera inséré, par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans tout le département.

ARTICLE 8.2: L'exploitant devra se conformer aux lois et règlements en vigueur sur les installations classées et exécuter dans les délais prescrits toute mesure qui lui serait ultérieurement imposée dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques ou pour faire cesser des inconvénients préjudiciables au voisinage.

ARTICLE 8.3: Faute par l'exploitant de se conformer aux textes réglementaires en vigueur et aux prescriptions précédemment édictées, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par le code de l'environnement.

ARTICLE 8.4 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au Tribunal Administratif de Toulouse :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'acte leur a été notifié ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L 511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage des dits actes, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de six mois suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 8.5: Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Garonne, le Maire de BESSIERES, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, inspecteur des installations classées, le Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté, qui sera notifié à la société ECONOTRE.

Toulouse, le 28 SEP. 2012

Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général,

Francine SOULIMAN

Vu pour être annexé à
l'arrêté du 28 SEP. 2012

ANNEXE I

Les prescriptions de cette annexe remplacent celles de l'annexe I associées à l'arrêté préfectoral du 20 avril 2005.

Valeurs limites de rejets atmosphériques

Françoise SOULIMAN

	Concentration moyenne journalière (sur gaz sec à 11% d'O ₂)	Concentration moyenne sur une demi-heure (sur gaz sec à 11% d'O ₂)	Flux maximal journalier de chaque four	Flux maximal journalier de l'ensemble des 2 fours	Auto-surveillance	Contrôles extérieurs
Débit nominal gazeux sec de chacune des lignes			68 400 Nm ³ /h sec	136 800 Nm ³ /h sec	Continue avec enregistrement	2 par an
H ₂ O					Continue avec enregistrement	2 par an
O ₂ concentration de référence			11 %	11 %	Continue avec enregistrement	2 par an
Poussières totales	10 mg/Nm ³	30 mg/Nm ³	16,4 kg/j	32,8 kg/j	Continue avec enregistrement	2 par an
COT	10 mg/Nm ³	20 mg/Nm ³	16,4 kg/j	32,8 kg/j	Continue avec enregistrement	2 par an
HCl	10 mg/Nm ³	60 mg/Nm ³	16,4 kg/j	32,8 kg/j	Continue avec enregistrement	2 par an
HF (5)	1 mg/Nm ³	4 mg/Nm ³	1,64 kg/j	3,28 kg/j	Continue avec enregistrement	2 par an
SO ₂	50 mg/Nm ³	200 mg/Nm ³	82 kg/j	164 kg/j	Continue avec enregistrement	2 par an
NO _x en équivalent NO ₂	200 mg/Nm ³	400 mg/Nm ³	328 kg/j	656 kg/j	Continue avec enregistrement	2 par an
CO (1)	50 mg/Nm ³	150 mg/Nm ³ 100 mg/Nm ³	82 kg/j	164 kg/j	Continue avec enregistrement	2 par an
Cd + Tl (3) (4)	0,05 mg/Nm ³	/	0,082 kg/j	0,164 kg/j	/	2 par an
Hg (3) (4)	0,05 mg/Nm ³	/	0,082 kg/j	0,164 kg/j	/	2 par an
Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V (2) (3) (4)	0,5 mg/Nm ³	/	0,82 kg/j	1,64 kg/j	/	2 par an
Dioxines et furannes (6)	0,1 ng/Nm ³ (8)	/	0,16 mg/j	0,32 mg/j	Semi-continue (7)	2 par an (9)

(1) Les valeurs limites d'émission suivantes en monoxyde de carbone ne doivent pas être dépassées dans les gaz de combustion, en dehors des phases de démarrage et d'extinction :

- 50 mg/Nm³ de gaz de combustion en moyenne journalière
- 150 mg/Nm³ de gaz de combustion dans au moins 95 % de toutes les mesures correspondante à des valeurs moyennes calculées sur dix minutes ou 100 mg/Nm³ de gaz de combustion dans toutes les mesures correspondant à des valeurs moyennes calculées sur une demi-heure au cours d'une période de vingt-quatre heures.

(2) Le total des autres métaux lourds est défini à l'annexe I-c de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 susvisé.

(3) La méthode de mesure utilisée est la moyenne mesurée sur une période d'échantillonnage d'une demi-heure au minimum et de huit heures au maximum. Les résultats en métaux doivent faire apparaître la teneur en chacun des métaux pour les formes particulières et gazeuses.

(4) Les valeurs limites s'appliquent aux émissions de métaux et de leurs composés sous toutes leurs formes physiques.

(5) La mesure en continu du fluorure d'hydrogène (HF) peut ne pas être effectuée si l'on applique au chlorure d'hydrogène (HCl) des traitements garantissant que la valeur limite d'émission fixée n'est pas dépassée. Dans ce cas, les émissions de fluorure d'hydrogène font l'objet d'au moins deux mesures par an.

(6) La concentration en dioxines et furannes est définie comme la somme des concentrations en dioxines et furannes déterminée selon les indications de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 susvisé.

(7) Les échantillons analysés sont constitués de prélèvements continus de gaz d'émissions, proportionnels au débit de rejet, sur une période d'échantillonnage de quatre semaines. L'échantillon prélevé est ensuite analysé en laboratoire.

La durée de prélèvement, et la nécessité de changer ou non la cartouche en cas d'arrêt d'une installation, doivent faire l'objet d'un positionnement et de propositions de l'exploitant fondées sur l'exploitation des données d'autosurveillance.

Le prélèvement des gaz doit intervenir dès l'introduction des déchets dans le fours. Il ne peut être interrompu que lorsque les fours ne contiennent plus de déchets.

La mise en place et le retrait des dispositifs d'échantillonnage et l'analyses des échantillons prélevés sont réalisés par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées.

(8) Lorsqu'un résultat d'analyse des échantillons prélevés par le dispositif de mesure en semi-continu dépasse la valeur limite fixée. L'exploitant doit faire réaliser, sous un délai maximal de 10 jours, par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, une mesure ponctuelle à l'émission des dioxines et furannes. Lors ce type de mesures, les échantillons analysés sont constitués de prélèvements issus des gaz, réalisés sur une période d'échantillonnage de six à huit heures.

Ce dépassement est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais.

(9) Lors ce type de mesures, les échantillons analysés sont constitués de prélèvements issus des gaz, réalisés sur une période d'échantillonnage de six à huit heures.

ANNEXE II

Vu pour être annexé à
l'arrêté du 28 SEP. 2012
Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Le Préfet du 29 avril 2005.

Les prescriptions de cette annexe complètent celles de l'annexe II associées à l'arrêté préfectoral du 29 avril 2005.

Valeurs limites de rejets aqueux

Françoise SOULIMAN

Les mesures sur les rejets industriels aqueux pour les trois paramètres cités ci-dessous doivent respecter les conditions suivantes :

Substance	Périodicité de contrôle par un laboratoire agréé par le ministère en charge des installations classées	Limite de quantification à atteindre par substance en µg/l
Cadmium	trimestriel	2
Zinc	trimestriel	10
Cuivre	trimestriel	5

